

COLLOQUE

**OUTRE-MER : À VOS DROITS !**



JEUDI 14 JUIN 2018

20 AVENUE DE SÉGUR, 75007 PARIS



**#OUTREMERAVOSDROITS**

# DE L'ÉGALITÉ EN DROIT À L'ÉGALITÉ DANS LES FAITS DANS LES OUTRE-MER

Il y a presque deux ans, la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) a décidé d'engager un travail collectif, de grande ampleur, mobilisant tous ses membres et bien au-delà, afin de dresser un état des lieux des droits de l'homme dans les Outre-mer et de formuler des recommandations concrètes pour favoriser leur effectivité.

## PARTAGEZ VOS BONNES PRATIQUES !



Vous connaissez des initiatives qui favorisent la protection et la promotion des droits de l'homme dans les Outre-mer ? N'hésitez pas à les partager et à poser vos questions lors des tables-rondes. Vos réflexions serviront à alimenter les discussions et permettront de faire émerger les bonnes pratiques qui se développent dans les territoires ultramarins.



Réagissez et posez vos questions lors du colloque avec le hashtag

#OUTREMERAVOSDROITS



Pour faire le bilan de ces travaux, le colloque *Outre-mer : à vos droits!* rassemble citoyens et citoyennes, représentants de l'administration, membres de la société civile, universitaires, avocats et magistrats. Au programme, échanges et débats autour de trois grands thèmes : accès à la justice, droit à l'éducation, et droit à un environnement sain.



.....

# **P R O G R A M M E**

.....

**DE 9H30 À 16H30**

**AMPHITHÉÂTRE MARCEAU LONG**

9h

## Accueil

9h30

## Ouverture

Erica Bareigts, ancienne ministre des Outre-mer, députée de la 1<sup>ère</sup> circonscription de La Réunion

10h

## Introduction

Christine Lazerges, présidente de la Commission nationale consultative des droits de l'homme

10h15

## Table-ronde #1 - Accès au droit et à la justice



Modérateur : Jean-Baptiste Jacquin, journaliste au *Monde*

- ▲ Renée Koering-Joulin, membre de la CNCDH, conseillère honoraire à la Cour de cassation
- ▲ Dominique Guibert, secrétaire général de la Ligue des Droits de l'Homme
- ▲ Gracieuse Lacoste, ancienne première présidente de la Cour d'appel de St Denis de La Réunion
- ▲ Patrick Lingibé, avocat au barreau de la Guyane et ancien bâtonnier, membre du bureau de la Conférence des Bâtonniers de France
- ▲ Pascal Nicolle, co-animateur du groupe de travail Outre-mer de la Ligue des Droits de l'Homme

11h30

## Table-ronde #2 - Droit à l'éducation



Modérateur : Patrick Roger, journaliste au *Monde*

- ▲ Vincent Bouvier, secrétaire général de la mer, ancien Haut-Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, ancien préfet de Mayotte
- ▲ Claire Escaffre, vice-présidente du Secours Catholique
- ▲ Ségolène Lette, membre de la délégation des jeunes du Secours Catholique
- ▲ Jérôme Merceron, adjoint du directeur des opérations du Service militaire adapté (SMA)
- ▲ Diego Delissaint, membre de Jeunesse Outre-mer
- ▲ Jessy Rosillette, membre de Jeunesse Outre-mer, doctorante au Centre de Recherches et d'Études en Géographie de l'Université de La Réunion

12h45

## Pause déjeuner

14h

## Table-ronde #3 - Droit à un environnement sain



Modérateur : Simon Roger, journaliste au *Monde*

- ▲ Nicole Questiaux, membre de la CNCDH, ancienne ministre et présidente de section honoraire au Conseil d'Etat
- ▲ Philippe Edmond-Mariette, secrétaire du bureau du Comité économique social et environnemental (CESE) et membre du groupe de l'Outre-mer
- ▲ Florencine Edouard, fondatrice de l'Organisation des nations autochtones de Guyane
- ▲ Denez L'Hostis, président d'Honneur de France Nature Environnement
- ▲ Gabriel Serville, député de la 1<sup>ère</sup> circonscription de Guyane

15h30

## Conclusion

Thierry Bert, inspecteur général des finances, rapporteur général des Assises de l'Outre-mer

16h

## Clôture

Christine Lazerges, présidente de la CNCDH

.....

# **I N T E R V E N A N T S**

.....



## ERICKA BAREIGTS



Native de Saint-Denis de La Réunion, Ericka Bareigts est élue en 2012 députée de la 1<sup>ère</sup> circonscription de La Réunion. En 2016, elle entre au gouvernement en tant que Secrétaire d'Etat à l'Egalité Réelle. Nommée la même année ministre des Outre-mer, elle devient la première Réunionnaise à occuper un poste ministériel. Elle défend à cette occasion la loi « *Egalité réelle Outre-mer* » qui consacre un changement d'approche pour le développement des territoires ultramarins. Réélue députée en juin 2017, Ericka Bareigts intègre la Commission des affaires sociales où elle suit plus particulièrement les sujets relatifs au handicap, à la santé et à la prévention.



## VINCENT BOUVIER



Vincent Bouvier a été secrétaire général de la préfecture de La Réunion, préfet de Mayotte et Haut-Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie. En 2009, il est nommé directeur et délégué général des Outre-mer au ministère de l'Intérieur. Depuis 2016, il est Secrétaire général de la mer. Placé sous l'autorité du Premier ministre, le Secrétariat général de la mer a pour objet de coordonner l'ensemble des politiques maritimes, qu'il s'agisse de la sûreté, de la sécurité, de la protection de l'environnement ou encore de l'économie maritime, de l'innovation et de la recherche.



## THIERRY BERT



D'origine réunionnaise, Thierry Bert est Inspecteur général des finances. Ses fonctions au sein du Secrétariat des Affaires européennes (1991-1995) et de la Commission européenne l'ont conduit à suivre des sujets concernant directement les Outre-mer : filières de production agricole, octroi de la mer, mise en place des régions ultrapériphériques... En 2005, il est nommé directeur général chargé de la gestion de France Télévisions. En 2008, il devient conseiller spécial auprès du directeur général de la Caisse d'Epargne. En 2017, il est nommé Rapporteur général des Assises de l'Outre-mer par Annick Girardin, ministre des Outre-mer.



## DIEGO DELISSAINT



Économiste spécialiste des politiques publiques et du développement, Diego Delissaint est actuellement consultant en transformation numérique des organismes de l'enseignement supérieur et de la recherche. Passionné par les problématiques d'éducation et de développement dans les Îles de la Caraïbe et d'Outre-mer, il est membre de Jeunesse Outre-mer.



## **PHILIPPE EDMOND-MARIETTE**



Avocat de formation, Philippe Edmond-Mariette traite particulièrement des affaires pénales et financières ainsi que du droit des victimes. Depuis 2015, il est conseiller et secrétaire du Bureau du Conseil économique, social et environnemental (CESE). Membre du groupe de l’Outre-Mer, il siège à la section de l’économie et des finances et à la délégation aux droits des femmes et à l’égalité. De 2003 à 2007, Philippe Edmond-Mariette a été député de la troisième circonscription de la Martinique. A ce titre, il a été l’un des premiers députés à soulever le problème de santé publique que constitue l’utilisation du chlordécone.



## **CLAIRE ESCAFFRE**



Claire Escaffre est administratrice du Secours Catholique Caritas France depuis 2011 et vice-présidente depuis 2013. De 2003 à 2009, elle a été secrétaire nationale des Aumôneries de l’Enseignement Public.



## **DOMINIQUE GUIBERT**



Spécialiste des droits économiques et sociaux, Dominique Guibert est le secrétaire général de la Ligue des droits de l’Homme (LDH). Il coordonne pour la LDH la publication de la lettre périodique « Droits de l’Homme dans les Outre-mer ». Il est également président de l’Association européenne pour la défense des droits de l’Homme (AEDH).



## **FLORENCINE EDOUARD**



Fondatrice de l’Organisation des Nations Autochtones de Guyane (ONAG), Florencine Edouard intervient dans de nombreux événements nationaux, régionaux et internationaux sur la situation des peuples autochtones de Guyane. En tant qu’experte des droits des peuples autochtones, elle apporte son soutien aux associations autochtones de Guyane et intervient régulièrement auprès des Nations unies.



## **RENÉE KOERING- JOULIN**



Professeur à l’Université de Besançon puis à l’Université de Strasbourg, Renée Koering-Joulin est intégrée en 1999 dans la magistrature en qualité de conseiller à la Cour de cassation (chambre criminelle). Elle est membre de la Commission nationale consultative des droits de l’homme depuis 2012 et est présidente du pôle « Justice, Etat de droit et libertés ».



## **GRACIEUSE LACOSTE**



Magistrate, Gracieuse Lacoste exerce les fonctions de première présidente à la Cour d'appel de Bordeaux, après avoir assuré les mêmes fonctions à la Cour d'appel de Saint Denis de la Réunion dont dépend Mayotte. Détachée auprès de l'Ecole nationale de la magistrature (ENM), elle a été membre du Conseil supérieur de la magistrature et a participé à des ouvrages collectifs, notamment en matière de déontologie judiciaire.



## **CHRISTINE LAZERGES**



Christine Lazerges est présidente de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) depuis 2012, elle est professeur émérité de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, spécialiste de droit pénal et de politique criminelle. Elle a été députée, vice-présidente de la Commission des lois de l'Assemblée nationale (1997-2000), puis vice-présidente de l'Assemblée nationale (2000-2002). Christine Lazerges a également présidé le Conservatoire national du littoral de 1997 à 2002.



## **SÉGOLÈNE LETTE**



Etudiante en droit et sciences politiques à l'Université de Versailles Saint-Quentin en Yvelines, Ségolène Lette est membre de Young Caritas Martinique et Île-de-France. Elle fait partie du conseil d'animation national du Secours Catholique et du défi «Jeune Outre-mer».



## **DENEZ L'HOSTIS**



Ancien chercheur à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) puis à l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer) en tant qu'économiste des pêches, Denez L'Hostis a été Directeur général de la Cité de la Mer à Cherbourg. Président de France Nature Environnement de 2014 à 2017, il en est aujourd'hui le président d'Honneur.



## **PATRICK LINGIBÉ**



Patrick Lingibé est avocat au barreau de la Guyane et ancien bâtonnier. Actuellement membre du bureau de la Conférence des Bâtonniers, il a été chargé d'identifier les problématiques de justice rencontrées par les bâtonniers en Outre-mer. Le 20 octobre 2017, il a présidé les Etats Généraux de l'Outre-Mer prévus lors de la Convention nationale des avocats organisée par le Conseil National des Barreaux à Bordeaux.



## JÉRÔME MERCERON



Officier des troupes de marine, le chef de bataillon Merceron a servi à trois reprises dans des unités du Service militaire adapté (SMA) : à Saint-Jean-du-Maroni, en Guyane, puis à la Guadeloupe, de 2014 à 2016, où il est nommé directeur des opérations du régiment du Service militaire adapté. Il est affecté à l'État-major du commandement du Service militaire adapté depuis l'été 2016 en qualité d'adjoint du directeur des opérations du SMA.



## JESSY ROSILLETTE



Martiniquaise, Jessy Rosillette a étudié à l'Université des Antilles, à Las Palmas de Gran Canaria puis à la Sorbonne. Depuis 2015, elle est doctorante au Centre de Recherches et d'Études en Géographie de l'Université de La Réunion où elle prépare une thèse sur les trajectoires des territoires d'Outre-mer et insulaires en matière de transition énergétique.



## PASCAL NICOLLE



Ancien journaliste et directeur de la communication de collectivités locales, Pascal Nicolle est expert dans les domaines de la concertation et des processus participatifs. Il milite depuis une douzaine d'années à la Ligue des droits de l'Homme (LDH). Ayant vécu à la Réunion et séjourné à plusieurs reprises à Mayotte et aux Antilles, il co-anime depuis trois ans le Groupe de travail Outre-mer de la LDH et assure un lien régulier avec les différentes sections et fédérations des départements d'Outre-mer.



## GABRIEL SERVILLE



Proviseur de lycée, Gabriel Serville est député de la première circonscription de Guyane depuis 2012. Membre des bureaux de l'Assemblée nationale et de l'Assemblée parlementaire de la francophonie, il s'intéresse particulièrement aux questions relatives au développement durable des territoires. Membre de la Commission du développement durable et de la mission d'information sur le nouvel acte de décentralisation, il est également vice-président des groupes d'études sur l'impact des changements climatiques, sur les énergies vertes ainsi que celui sur l'eau et la biodiversité. Il siège par ailleurs au Conseil national de la mer et des littoraux.



## NICOLE QUESTIAUX



Présidente de section honoraire au Conseil d'Etat, Nicole Questiaux a été ministre de la Solidarité nationale de 1981 à 1992. Elle est membre de la CNCNH dont elle a été présidente de 1984 à 1986.

## NOTES



## NOTES



## NOTES



## NOTES



## NOTES



Créée en 1947 sous l'impulsion de René Cassin, la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) est l'Institution nationale de promotion et de protection des droits de l'homme française, accréditée de statut A par les Nations unies.

L'action de la CNCDH s'inscrit dans une quadruple mission :

- conseiller les pouvoirs publics en matière de droits de l'homme ;
- contrôler l'effectivité des engagements de la France en matière de droits de l'homme et de droit international humanitaire ;
- assurer un suivi de la mise en oeuvre par la France des recommandations formulées par les comités de suivi internationaux et régionaux ;
- sensibiliser et éduquer aux droits de l'homme.

L'indépendance de la CNCDH est consacrée par la loi. Son fonctionnement s'appuie sur le principe du pluralisme des idées.

Ainsi, seule institution assurant un dialogue continu entre la société civile et les experts français en matière de droits de l'homme, elle est composée de 64 personnalités qualifiées et représentants d'organisations non gouvernementales issues de la société civile.

La CNCDH est le rapporteur national indépendant sur :

- la lutte contre toutes les formes de racisme depuis 1990 ;
- la lutte contre la traite et l'exploitation des êtres humains depuis 2014 ;
- la lutte contre la haine anti-LGBT depuis avril 2018 ;
- la thématique « Entreprises et droits de l'homme » depuis avril 2017.